

Cacher la mendicité ou combattre la pauvreté? Charleroi a choisi!

Fin mai dernier, la Ville de Charleroi annonçait aux médias l'instauration d'un nouveau règlement: dès septembre, les mendiants ne pourront plus tendre la main où ils veulent ni quand ils veulent.

Ce plan de répartition (le lundi à Charleroi, le mardi à Gilly... pas le dimanche ni entre 18h et 8h) est accompagné d'une mesure répressive: en cas de récidive, la recette du mendiant sera saisie et le mendiant sera emprisonné pour quelques heures.

Immédiatement, des citoyens, de Charleroi et d'ailleurs, en ce compris des mendiants, se sont mobilisés contre ce projet inspiré notamment par la Ville de Liège, qui a en 2012 emprisonné de la

CHARLEROI N'EST NI LA PREMIÈRE, NI LA DERNIÈRE, À TENTER DE NOUS FAIRE CROIRE QUE LES CHOSES QU'ON NE VOIT PAS N'EXISTENT PAS. DES CITOYENS SE MOBILISENT POUR QUE LES MENDIANTS PUISSENT LEUR TENDRE LA MAIN.

/ Anne Löwenthal
blogueuse militante

tis politiques, de certains syndicats et de l'associatif carolo, ont ainsi tendu la main aux passants et ont entamé avec eux de nombreux dialogues.

Cette action fut très éclairante, puisque contrairement à ce que les autorités de la Ville tentaient de faire croire dans les médias et sur

communaux qu'elle informerait ses membres sur le vote de la réglementation, en leur signalant qui l'avait votée et qui l'avait rejetée.

RECULER...

Face à ces initiatives, Paul Magnette, bourgmestre de Charleroi, confirmait la volonté de la Ville de maintenir le cap et déclarait, je cite, "*les contestations nées de la présentation du règlement sont le fait de personnes liées à des partis politiques*". Ce qui ne manqua pas de faire sourire ceux qui, effectivement ou non attachés à un parti politique, se souvenaient que la mesure était défendue par des élus membres d'un parti "socialiste" et d'un parti "humaniste".

Et pourtant, face aux protestations, la Ville a tout d'abord précisé sa volonté de consulter les gens de terrain avant de mettre en place quoi que ce soit, d'où le report de l'application de la réglementation à septembre. On ne peut que s'en réjouir, même si elle aurait pu le faire avant d'élaborer une réglementation qui ne résout rien et qui est inapplicable, étant donné que pour se déplacer, il faut notamment... les moyens de se déplacer.

La Ville a précisé que les recettes des mendiants ne seraient pas saisies, mais confisquées. Et que les récidivistes emprisonnés le resteraient jusqu'à... la fermeture des magasins.

Le PS a souligné que la réglementation avait été élaborée par le cdH. Refrain connu quand une mauvaise idée devient indéfendable. D'autant que le PS avait lui-même critiqué le MR quand il avait il y a quelques années suggéré... qu'on régleme la mendicité à Charleroi.

Annoncé au Conseil communal du 24 juin, le vote de la réglementation a été annulé en dernière minute et reporté au prochain conseil communal, en septembre.

... POUR MIEUX SAUTER?

Si ce recul permet de penser que la réglementation a à tout le moins été mal réfléchie, il ne permet pas de rassurer ceux qui pensent qu'on ne luttera pas contre la mendicité en déplaçant les mendiants, qu'on ne luttera pas contre la pauvreté en cachant les pauvres.

Dans quelques mois, on verra apparaître dans nos rues de nombreux

“ EN CAS DE RÉCIDIVE, LA RECETTE DU MENDIANT SERA CONFISQUÉE ET LE MENDIANT SERA EMPRISONNÉ POUR QUELQUES HEURES.”

sorte pas moins de 80 personnes. "C'est la pauvreté qu'il faut combattre, pas les pauvres", ont-ils exprimé en substance.

Via Facebook notamment, ils se sont mobilisés et se sont rendus le dimanche 2 juin au marché de Charleroi pour y mener une action symbolique.

Une centaine de citoyens, rejoints par des membres de certains par-

les réseaux sociaux, il s'est avéré que la grande majorité des gens ainsi rencontrés se déclaraient contre le projet de réglementation. Parmi eux, des gens qui se disaient agacés par les mendiants mais qui ne comprenaient pas en quoi une telle mesure allait résoudre quoi que ce soit.

Dans la semaine qui a suivi, la FGTB de Charleroi annonçait par courrier aux représentants

MENDICITÉ: NOS ÉLUS JAMAIS À COURT D'IDÉES....



jeunes exclus du chômage, puisque notre État en a ainsi décidé.

Non content de produire inlassablement des pauvres, notre système les instrumentalise en les servant sur un plateau à ceux qui se contentent de boucs émissaires pour hurler une colère bien légitime. Et ils sont de plus en plus nombreux, acculés, sans le sou dès le 10 du mois, qu'ils soient des travailleurs pauvres, des chômeurs ou des bénéficiaires du RIS. Ou encore des sans-droits, ceux qui ont été exclus de ces aides ou ceux qui n'y ont jamais eu droit.

UN ÊTRE HUMAIN EST UN ÊTRE HUMAIN

Qu'il travaille ou non, qu'il paie ou non des impôts, qu'il soit riche ou pauvre, propre ou sale, toxicomane ou pas, un être humain est un être humain.

Il n'y a pas de hiérarchie possible, il n'y a pas d'êtres humains plus précieux que d'autres. Et si un être humain est plus fragile que d'autres, c'est lui qu'il faut aider.

Contenter ce que nos élus appellent des "citoyens" (comme si la mendicité ôtait même ce statut-là) qui, je cite, "*en ont marre de la mendicité*", prétendre lutter contre la toxicomanie en isolant davantage encore ceux qui en souffrent, affirmer lutter contre des réseaux en s'attaquant aux premières victimes des réseaux, c'est faire preuve d'hypocrisie. Mais aussi – et surtout – d'inhumanité.

Nous pensons que quand ils nous disent vouloir œuvrer pour une société plus juste, nos candidats politiques savent de quoi ils parlent. Nous pensons que même quand il ne vote pas, un être humain est inclus dans ce discours. Nous pensons que si nos élus ne parviennent pas à endiguer une crise qui les dépasse (par manque de compétence ou de courage politique?), ils doivent au moins en assumer les fruits. Même les plus indigestes. Surtout les plus indigestes.

La Ville de Charleroi n'est qu'un exemple de plus de cette confusion volontaire entre "victimes" et "responsables". Liège fut la première à lutter contre les pauvres. Etterbeek a suivi. Dans chacune de ces communes, comme partout en Belgique et ailleurs, le nombre de mendiants a augmenté. Pourtant, nous savons que d'autres communes seront tentées de nous brandir de fausses solutions à de vrais problèmes. Des mesures cosmétiques qui aggraveront les problèmes de ceux qu'elles visent et n'empêcheront pas de plus en plus de gens de les rejoindre.

VIGILANCE

Les citoyens venus à la rencontre de la population de Charleroi le 2 juin dernier ont décidé de rester

vigilants. Ils seront présents dès que le Conseil communal se réunira, pour rappeler aux élus que non, tout le monde ne pense pas que leur idée est bonne, au contraire.

Ils réagiront de la sorte à chaque fois que nos pouvoirs politiques tenteront de nous faire croire qu'ils œuvrent au bien commun en s'attaquant aux plus fragiles d'entre nous, parce que leur venir en aide serait très coûteux et en effet, très long et très compliqué, pour reprendre des termes trop souvent entendus.

Ils protestent également contre une autre mesure qui accompagne celle-ci et qui concerne les artistes de rue, qui devraient passer devant

une commission qui les juge aptes à jouer dans les rues de notre ville.

Ils insisteront jusqu'au bout pour qu'enfin, nos autorités décident d'investir sur le long terme en s'attaquant aux racines du mal qu'elles prétendent combattre, même si c'est moins porteur électoralement.

Parce que c'est la seule manière de lutter pour le bien de tous. De rassurer tout le monde. D'œuvrer à une société vraiment plus juste et plus sûre. Et elles le savent.

En nombre chaque jour plus important, ils veilleront à ce qu'enfin, à de justes paroles soient joints des actes cohérents. ■